

# COUP D'ARRRET

Le coup d'Etat de Boumedienne, qui mit fin le 19 juin dernier au pouvoir de Ben Bella fut — sur l'opinion publique mondiale — une cause de stupeur. L'homme, que les masses révolutionnaires mobilisées par les premières grandes mesures socialistes sur l'autogestion avaient porté en triomphe à travers tout le pays pendant l'été 1963, qui tribun de la révolution africaine avait lancé l'idée d'une banque du sang pour la libération des colonies portugaises et de l'Afrique du Sud, qui aux premiers jours de son pouvoir osait défier Washington en se rendant à La Havane et proclamait la solidarité de l'Algérie et de Cuba révolutionnaire, celui qui avait incarné les aspirations des ouvriers et paysans algériens, était abattu dans le dos par une conspiration militaire, sans que le peuple se soulève, sans même que les manifestations d'Alger et d'Oran prennent quelque ampleur. Ben Bella était renversé dans une apparente indifférence populaire. Contraste saisissant que la presse réactionnaire elle-même a mis en lumière.

Pour comprendre ces événements, il faut revenir sur le processus de la révolution algérienne depuis 1962, mettre en évidence les obstacles qu'elle a rencontrés et surtout ses faiblesses.

Dès la signature des accords d'Evian le F.L.N. éclata; Front regroupant des forces sociales antagonistes et non parti de classe, il n'avait pu maintenir pendant la guerre une unité de façade qu'en limitant essentiellement son programme à la lutte pour l'indépendance; celle-ci acquise, le problème était posé du caractère social de l'Algérie nouvelle.

Les contradictions de classe qui se reflétaient au sein du F.L.N. rendaient son éclatement inévitable; celui-ci se fit dans la confusion: des coalitions hétéroclites virent le jour.

Celle qui se forma autour de Ben Bella et de l'armée des frontières l'emporta; le premier gouvernement de l'Algérie indépendante était né. Très vite ce gouvernement fut confronté à la poussée populaire que l'indépendance avait libérée.

Les exploitations abandonnées par les Pieds-Noirs furent occupées et exploitées spontanément par les ouvriers dans les secteurs industriels comme sur les grandes terres de colonisation. Le gouvernement de Ben Bella avalisa l'expropriation des Pieds-Noirs, nationalisa les biens vacants et en confia officiellement la gestion aux ouvriers: les Décrets de Mars 1963 codifiaient l'autogestion, traçaient la perspective de sa généralisation.

Par cette mesure révolutionnaire le gouvernement Ben Bella se révélait comme représentant les intérêts des classes ouvrières et paysannes; les éléments bourgeois du gouvernement, opposés à ces mesures, le quittèrent (Abbas, Khider).

Réalisant ainsi sa jonction avec les masses populaires, l'équipe Ben Bella acquérait la force nécessaire pour réaliser de nouvelles réformes à caractère socialiste, pour affronter victorieusement la bourgeoisie algérienne et l'impérialisme.

La **Charte d'Alger**, programme fondamental de la révolution, ouvrait la voie au renforcement du pouvoir révolutionnaire par l'approfondissement même de la révolution, chaque mesure socialiste engendrant la radicalisation et la mobilisation de masses de plus en plus larges.

Ce processus aurait pu déboucher sur la création d'un Etat de type nouveau, un Etat ouvrier où le pouvoir serait exercé à tous les niveaux par des conseils ouvriers et paysans élus et par des milices populaires, c'est-à-dire le peuple armé pour défendre ses conquêtes.

Or, le processus vers l'émergence de cet Etat ouvrier se heurtait au maintien de l'ancien appareil d'Etat bourgeois, à la pérennité de l'ancien appareil administratif qui permettait le développement d'une bureaucratie d'Etat issue de la petite bourgeoisie, opposée radicalement aux mesures

L'approfondissement de la révolution vers la création d'un Etat ouvrier se heurtait également à l'armée qui, bien que formée de paysans pauvres, tendait de plus en plus à s'isoler du peuple: bien payée, la fonction de soldat est devenue un privilège; bureaucratisee, ses cercles dirigeants se sont peu à peu transformés en caste.

Pour enrayer ce processus de bureaucratisation au sein d'un appareil d'Etat d'origine, de structure, et de mentalité bourgeoises, et pour briser cet appareil, il n'était qu'une seule voie: la mobilisation des masses dans un processus ininterrompu d'approfondissement de la révolution.

Or pour cette tâche, l'absence d'une organisation d'avant-garde, éduquant, organisant et mobilisant les masses fit cruellement défaut; il manquait à la révolution algérienne son instrument essentiel: un parti révolutionnaire.

Le F.L.N. réorganisé ne fut jamais qu'un appareil administratif sans liens avec les masses; les organisations syndicales elles-mêmes demeuraient faibles: l'U.G.T.A. commençait à se développer dans les villes, mais dans les campagnes l'absence totale de tradition organisationnelle a constitué un frein considérable au développement d'une organisation autonome des travailleurs.

Si lourd que soit ce handicap, l'absence même de parti révolutionnaire ne constituait pas en elle-même une impossibilité radicale à poursuivre la révolution: l'expérience de Cuba a montré que dans certains cas très particuliers (mobilisation extrême des masses, faiblesse de la bourgeoisie nationale, existence d'une direction révolu-

tionnaire) le préalable du parti n'est pas au absolu: c'est du processus d'approfondissement de la révolution que les éléments d'un parti d'avant-garde peuvent se dégager et s'éduquer lorsque ce parti n'existe pas auparavant.

En Algérie une situation similaire s'était créée: c'est entre les mains d'une direction très restreinte, d'origine petite-bourgeoise et sans éducation marxiste. Dans cette conjoncture la qualité de cette équipe, sa capacité à opérer sa jonction avec la théorie révolutionnaire, le rôle de quelques individus, voire d'un seul, constituaient les facteurs déterminants du cours de la révolution.

Ben Bella, après les premières grandes mesures, a freiné objectivement le mouvement en passant des compromis avec des secteurs entiers de la bureaucratie étatique, en laissant l'armée sous la direction absolue d'une clique hors de son contrôle. Les milices populaires, par exemple, que Ben Bella imposa par des manœuvres de sommet non conjuguées à l'organisation de la pression de la base, tombèrent vite sous le contrôle des officiers de l'A.N.P. et furent ainsi dénaturées.

Les grandes tâches annoncées par la **Charte d'Alger** furent remises « sine die »:

— la deuxième réforme agraire qui devait exproprier 9.000 propriétaires fonciers et féodaux algériens;

— l'expropriation de l'impérialisme par la nationalisation des banques, du commerce extérieur, du commerce intérieur de gros, des principales industries;

— la mise sur pied des structures du pouvoir des ouvriers et des paysans au niveau local et régional qui impliquait la destruction de l'administration traditionnelle.

Cette politique de temporisation favorisa le renforcement des forces hostiles au socialisme et l'affaiblissement des forces révolutionnaires:

— Prolifération de la bureaucratie d'Etat qui s'est considérablement renforcée et a tenté, avec un certain succès, d'étendre son contrôle sur le secteur socialiste et de le saboter.

— L'autogestion, isolée dans un milieu hostile, asphyxiée par l'obstruction de l'administration au niveau des crédits, de la fourniture du matériel et de la commercialisation, s'est peu à peu étiolée.

— Les masses non encore touchées par les mesures révolutionnaires, et elles étaient les plus nombreuses, se sont peu à peu détachées d'un pouvoir qui ne concrétisait pas en actes ses paroles.

La poursuite de cette politique d'équilibre entre les forces hostiles, si elle faisait de Ben Bella un arbitre incontesté concentrant dans ses mains un pouvoir de

## EN

plus en plus étendu, isolait chaque jour davantage du corps vivant de la révolution, des masses algériennes qui se démobilisaient faute d'une relance de la révolution. Par cette politique d'équilibre, Ben Bella préparait sa propre chute. Il n'avait plus les forces pour relancer la deuxième réforme agraire, briser la structure de l'armée en créant de véritables milices populaires. La bureaucratie d'Etat était alors assez forte pour l'abattre.

Les moyens utilisés par Boumedienne et ses acolytes, la conspiration tramée et exécutée en secret, témoignent d'une méfiance profonde du peuple, hypothèquent lourdement la nature et le devenir de leur pouvoir.

« Comment vont-ils réveiller les énergies sans les masses? Vont-ils les réveiller dans les casernes? Non. L'énergie qui émane des casernes, dissociées du peuple, ne sera jamais suffisante pour résister à la puissance des capitalistes, qui ne peuvent être seulement affrontés que par l'énergie révolutionnaire énorme, la force d'un peuple, d'un peuple uni » (Fidel Castro.)

Le gouvernement de Ben Bella était d'origine populaire et bien que ses liens avec les masses se soient distendus, ils n'en existaient pas moins, et continuaient à déterminer sa nature et à peser sur ses actes.

L'origine du pouvoir de Boumedienne est inverse.

Les forces réactionnaires ne s'y sont pas trompées, qui ont applaudi au coup d'Etat et à la chute du « tyran ».

**Alfred ROSMER** Membre du Comité de la III<sup>e</sup> Internationale (1920-1921)

**Le Mouvement Ouvrier pendant la première guerre mondiale:**

Tome I : De l'Union Sacrée à Zimmerwald.

Vol. 14x22,5, 592 pages

25 F.

Tome II : De Zimmerwald à la Révolution Russe.

Vol. 16x24,5, 253 pages]

30 F.

**Moscou sous Lénine. Les origines du Communisme**

(1920-1924) Préface de A. Camus. Vol. 14x19, 320 pages

6 F.

Les 3 volumes (ensemble, franco de port) ..... 50 F.

EN VENTE : Quai Malaquais Boite 951 ou adresser commandes et fonds à :  
**FERDINAND TEULÉ**, 1 bis rue Eugène Gibez - PARIS 15. C.C.P. 6003-86 Paris